

planète

CONSERVATION



1/99

IMAGINONS LE MONDE DE DEMAIN

IMAGINE TOMORROWS WORLD

planète

CONSERVATION

Mars 1999

FONTAINEBLEAU : LE RETOUR

Imaginons le monde de demain

2 Éditorial : Allégresse d'hier, confiance en demain David McDowell • **3 Un cinquantenaire pour l'avenir** Bettina Faure-Laville et Patrick Blandin • **6 Fontainebleau : le retour** • **7 Point de vue des régions** • **8 Symposium : Imaginons l'avenir** Jeffrey A. McNeely • **9 Ateliers du symposium** • **15 Conclusions : un nouveau sentiment d'urgence** Jeffrey A. McNeely • **18 Appel de Fontainebleau** • **19 Appel des jeunes**

22 Le monde en bref • **25 Nouvelles des commissions** • **28 Patrimoine mondial** • **30 Siège: Conseil 49, Ramsar** • **31 L'UICN inaugure le Comité consultatif sur le secteur privé** • **Reuters et l'UICN : Prix pour la presse** • **32 L'UICN en ligne** • **La toile verte (The Green Web)**

En couverture : détail d'une œuvre originale de Friedensreich Hundertwasser réalisée pour le 50^e anniversaire de l'UICN. Né à Vienne en 1928, le peintre, architecte et écologiste Hundertwasser « s'est fait le chantre de la vie en harmonie avec la nature ». Une édition limitée d'affiches a été tirée de cette œuvre avec l'aide de Newsweek International; elle est vendue au profit de la conservation des espèces (prix spécial personnel et membres de l'UICN : CHF 50). Commander à la Division UICN de la communication ou par courriel : cmc@hq.iucn.org

Allégresse d'hier, confiance en demain

Le présent numéro tente de traduire l'esprit du 50^e anniversaire de l'Union mondiale pour la nature, célébré dans les régions et à Fontainebleau, berceau de l'UICN. Il marque aussi la transition entre deux Directeurs généraux. Je serai donc solennel !

Lorsque j'ai pris les rênes en 1994, les membres m'ont très clairement donné instruction de régionaliser l'Union - et de la rendre à ses membres. C'est ce que nous avons fait, ensemble, avec des hésitations d'abord, des imperfections encore, et des lacunes dans la cohérence à l'échelon mondial. Le processus a trouvé son rythme de croisière: il est irréversible.

La régionalisation a fait le lit d'une Union vraiment mondiale. Nous avons mis en place - avec quelques profondes lacunes - des structures vitales pour sous-tendre l'Union mondiale. Nos activités - recherche, projets de vérification concrète des théories sur le terrain permettant d'établir les meilleures pratiques, capacités de constitution de réseaux - commencent à produire les boucles d'action-réaction, du niveau local au niveau mondial, qui sont parmi les forces de l'Union.

Par bonheur, ce mouvement a coïncidé avec le processus de décentralisation engagé par nos partenaires financiers. Les régions, animées d'un formidable esprit d'entreprise, ont pu rassembler de nouvelles ressources pour conduire l'expansion des activités sur le terrain. En moins de cinq ans, le revenu est passé de 57 à 90 millions de francs suisses et l'essentiel est dépensé dans les régions, pas à Gland.

La prochaine étape consistera à faire de l'Union une organisation qui pense et agit au niveau local, qui pense et agit aux niveaux national et régional et qui pense et agit, en même temps, au niveau mondial.

Je voudrais dire que ce n'est pas toujours le cas actuellement. Si l'on me demande de citer le principal obstacle qui empêche l'Union mondiale pour la nature - miroir du mouvement pour la conservation dans son ensemble - de se réaliser pleinement, je répondrai que l'Union est souvent incapable de tracer une ligne politique cohérente à partir de la pléthore d'opinions et d'aspirations de ses myriades de groupes d'intérêts particuliers. C'est un grain de sable dans les rouages.

Mais j'affirme qu'il y a aussi un grain de sable dans notre système de gouvernance qui ne parvient pas, dans son rôle de médiateur, à réconcilier les différents groupes d'intérêts particuliers de l'Union.

Je ne songe pas seulement aux conflits d'attribution des ressources ou à la répartition des responsabilités. Je songe à l'harmonisation des points de vue sur des questions capitales qui devraient être les navires amiraux de la flotte philosophique et scientifique de l'Union.

Je m'explique: il est grand temps que l'Union tout entière se pose en chef de file dans des domaines tels que l'utilisation durable des ressources naturelles, l'évaluation et la gestion des écosystèmes et des services vitaux qu'ils procurent.

Je ne prône pas nécessairement le consensus. Ce que nous devrions pouvoir faire, c'est travailler collectivement, au niveau des trois piliers (membres, Secrétariat et Commissions) de l'Union pour tirer les leçons d'un millier d'entreprises sur le terrain et commencer à fournir des lignes directrices faisant autorité sur les meilleures pratiques d'utilisation rationnelle. Dans le cas des écosystèmes, nous devons travailler de concert pour définir plus clairement et faire connaître publiquement les services fournis par divers écosystèmes, puis proposer des moyens de les gérer plus efficacement et de partager plus équitablement - comme nous l'enjoint notre Mission - les avantages procurés par ces services.

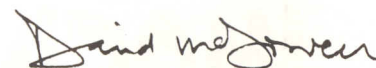
Par provocation, j'ajoute qu'assigner la responsabilité de ces questions à un groupe de spécialistes particulier ou à un réseau particulier limite les chances de trouver des solutions universellement applicables. Voici donc ma première prière à l'Union et au mouvement mondial de la conservation: dans le nouveau millénaire, sortons de nos cocons, adoptons - membres et bénévoles - un état d'esprit entièrement nouveau. Que notre mode de travail soit intersectoriel et notre optique pluridisciplinaire.

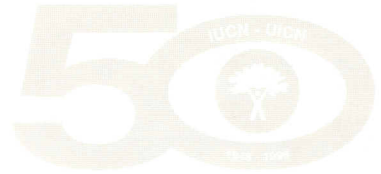
Ma deuxième prière est plus hérétique: elle demande une Union qui se fasse davantage entendre et qui soit plus fine politique. Une Union qui porte ses secrets aux décideurs et à ceux qui, dans les secteurs public et privé, prennent les décisions politiques et économiques dont dépend l'avenir du monde naturel. Pour dire les choses crûment: si nos messages ne sont pas entendus, les jours de l'Union sont comptés au siècle prochain.

Est-il bien réaliste de parler de confiance en demain? Cela dépend essentiellement de la mesure dans laquelle le mouvement de la conservation réussira à faire entendre des messages tels que: atténuer la pauvreté et rendre leur dignité aux êtres humains est un impératif mais la croissance et le développement qui se font au mépris des ressources naturelles renouvelables de la Terre ne peuvent pas durer.

David McDowell

Directeur général de l'UICN (1994-1999)





Un cinquantenaire pour l'avenir Fontainebleau...

Un lieu emblématique qui rassemble un patrimoine naturel et culturel inestimable. Un espace investi par les hommes depuis des millénaires, des paysages, une mosaïque écologique où vivent encore, parfois difficilement, des milliers d'espèces végétales et animales amoureusement inventoriées par des naturalistes. Des pratiques traditionnelles, des millions de visiteurs, les blessures linéaires d'une modernité arrogante... Fontainebleau, un territoire en débat, où se construit peu à peu un projet collectif cherchant à lier harmonieusement la conservation de la biodiversité et l'épanouissement des hommes. Microcosme à l'image du monde ?

L'Union mondiale pour la nature y est née. Il convenait d'en célébrer intensément le cinquantenaire. Le Comité français pour l'UICN, qui regroupe plusieurs membres fondateurs de l'Union, s'est investi avec enthousiasme, auprès des autorités de la France et des collectivités locales, dans la préparation d'une manifestation qu'il désirait festive, chaleureuse, certes, mais plus encore, utile. En effet, un anniversaire, s'il rassemble pour un moment de joyeuse convivialité, doit être aussi l'occasion de se retrouver pour réfléchir à l'avenir en regardant lucidement le passé. Le monde des hommes n'est plus ce qu'il était il y a 50 ans, au sortir d'un immense conflit. Du fait des hommes, la nature aussi a changé: elle va en s'amenuisant, en s'appauvrissant, plus vite que nous n'arrivons, ici et là, à en préserver les richesses pour nous et pour ceux qui viennent et jugeront nos comportements. Mais il ne faut pas sombrer dans un catastrophisme démobilisateur: il faut espérer et travailler à la concrétisation des espérances.

- Conserver la nature, pour la satisfaction des besoins essentiels des hommes,
- Conserver la nature, pour que chacun y trouve les voies de son propre épanouissement,
- Conserver la nature, c'est travailler pour la paix, toujours incertaine.

N'est-ce pas là le sens profond de l'appel de Fontainebleau. Si le pays hôte avait un souhait à formuler, c'est que l'Union se saisisse de cet appel, pour le porter à tous en cette veille du 3^e millénaire. En réponse à celui-ci, le Comité français pour l'UICN propose d'engager un débat entre tous les membres, sur le site Internet de l'Union, pour contribuer à préparer le prochain Congrès mondial de la nature et les grandes lignes d'action de l'UICN dans le futur. Puisse en effet l'Union, en s'inspirant toujours de la vision prophétique de ses fondateurs, indiquer au monde les chemins d'une intelligente coévolution des hommes et de la nature.

— *Bettina Faure-Laville*

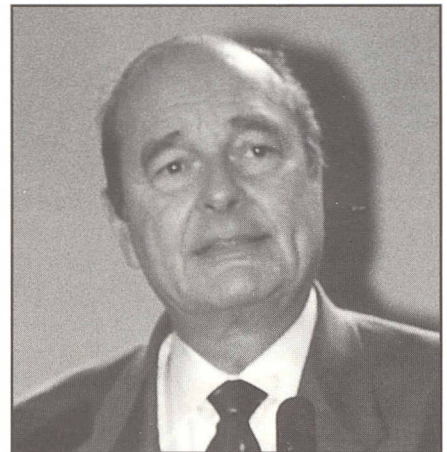
Conseillère régionale pour l'Europe de l'Ouest, UICN
Conseillère pour l'aménagement du territoire et de l'environnement auprès
du Premier ministre de la République française.

— *Patrick Blandin*

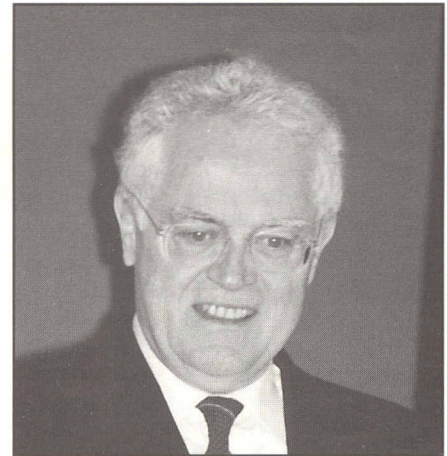
Professeur au Muséum National d'Histoire Naturelle
Président du Comité français pour l'UICN.

Le succès des cérémonies du cinquantenaire, entré désormais dans l'histoire de l'Union, est à mettre au crédit des généreux hôtes français de l'UICN et de plusieurs sponsors privés et locaux (voir page 5). L'UICN exprime sa profonde gratitude à tous ceux qui ont permis que l'événement ait lieu et en particulier:

- au ministère français de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement; au ministère français des Affaires étrangères, de la Coopération et de la Francophonie; et
- à l'Office fédéral de l'environnement, des forêts et du paysage de la Confédération helvétique.



Inaugurant les cérémonies de Fontainebleau, le Président Chirac a évoqué une « nouvelle phase de la civilisation qui exige une conscience mondiale de l'environnement ». Didier de la Finance



Le dernier jour, le Premier ministre Lionel Jospin, a décrit le « mélange de hardiesse et de raison scientifique qui ont présidé à la naissance [de l'UICN]. »

Didier de la Finance



Dominique Voynet, ministre de l'Environnement, s'est engagée, au nom du Gouvernement français, à soutenir les initiatives issues de Fontainebleau.

Didier de la Finance



À gauche : Fontainebleau en fête accueille l'UICN. UICN/Nikki Meith

Ci-dessous : les sessions du symposium étaient organisées au théâtre historique de la ville. UICN/Nikki Meith



Les couleurs tardives de l'automne accueillent les participants dans les jardins du château. UICN/Nikki Meith



Le château, au centre de Fontainebleau, a moins changé en 50 ans que l'Union elle-même.

UICN/Nikki Meith



Ci-dessus : le Prix Reuters-UICN pour la presse, premier de son genre au monde, a été inauguré par la Reine Noor de Jordanie et remis à Geoffrey Lean du Royaume-Uni et Busani Bafana du Zimbabwe (voir page 31). Didier de la Finance



Les musiciens du monde célèbrent la nature. Un concert de musique du monde en appui à l'environnement produit sous les auspices de Peter Gabriel et Real World Music a été organisé au théâtre de Fontainebleau le 3 novembre. Il a rassemblé 44 artistes de tous les coins du globe. À la fin du concert, ils sont tous venus sur scène remercier le public de l'UICN sous la conduite du maître de cérémonie, Javed Ahmad (devant, à droite). Didier de la Finance

Il est faux de prétendre que la nature a la capacité de guérir toutes les blessures que l'homme lui inflige. Il est présomptueux de croire que l'intelligence de l'homme lui permettra toujours de réparer les erreurs commises au nom du progrès. Il est hasardeux d'imaginer que l'homme pourra continuer sans limite à puiser dans les ressources naturelles.

- Jacques Chirac,
Président de la République française

Ma propre région du monde, le Proche-Orient, est l'exemple typique de la façon dont des problèmes liés à l'environnement peuvent se répercuter négativement sur des événements politiques et régionaux. La pénurie d'eau et de terres arables, en particulier, cause des affrontements de plus en plus tendus et parfois violents, tant à l'intérieur des pays qu'entre différents pays. Si les problèmes environnementaux sont aujourd'hui cause de différends politiques, ils peuvent aussi constituer une base pour leur règlement.

- La reine Noor de Jordanie,
bienfaitrice de l'UICN

Ceux qui participent aujourd'hui à la lutte pour la conservation mondiale doivent s'efforcer d'influencer, d'encourager et d'aider les secteurs de la société bien au-delà de la communauté traditionnelle des scientifiques de la conservation, des gestionnaires des ressources naturelles et des spécialistes du droit de l'environnement et de l'éducation. À cet égard, j'ai le plaisir de m'adresser aujourd'hui à Fontainebleau à des personnalités qui prennent chaque jour des décisions économiques, que ce soit au gouvernement ou dans le monde des affaires. Nous devons trouver, ensemble, des moyens constructifs de faire progresser la cause du développement équitable et écologiquement durable.

- Yolanda Kakabadse, Présidente de l'UICN

Outre les gouvernements (voir page 3), plusieurs entreprises privées locales (voir logos ci-dessous) ont généreusement parrainé les cérémonies du cinquantenaire.

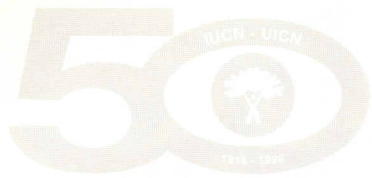


VILLE DE FONTAINEBLEAU



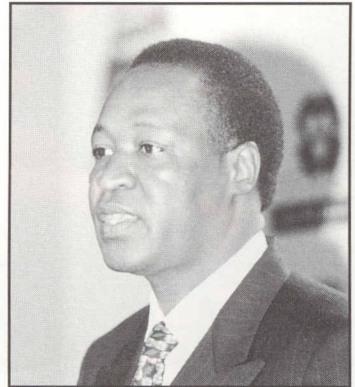
MAIRIE D'AVON





À gauche : le Président Jacques Chirac et la reine Noor de Jordanie à la cérémonie d'ouverture. Didier de la Finance

Ci-dessous : Blaise Compaoré, Président du Burkina Faso, était parmi les chefs d'États présents. Didier de la Finance



Fontainebleau : le retour

Pendant trois jours, en novembre, la ville de Fontainebleau où fut fondée l'UICN en 1948, a célébré 50 ans de conservation de la nature.

Le Président Jacques Chirac a accueilli quelque 600 chefs de gouvernement, scientifiques et experts de la conservation pour ces journées inaugurées le 3 novembre.

M. Chirac a salué l'organisation à l'origine du mouvement moderne de la conservation et a reconnu le rôle de l'UICN qui a aidé à redéfinir « les relations entre l'homme et la nature ».

Le Président Chirac a rappelé que la déclaration universelle des droits de l'homme avait été signée à Paris le 10 décembre 1948, un mois à peine après la création de l'UICN. Il a établi un parallèle entre la lutte pour la nature et la lutte pour la dignité humaine observant « Nous entrons dans une nouvelle phase de la civilisation qui exige une conscience mondiale de l'environnement. »

Sa Majesté la reine Noor de Jordanie, bienfaitrice de l'UICN, a également pris la parole lors de la cérémonie d'ouverture, soulignant le rôle que l'UICN pourrait être amenée à jouer en faisant le lien entre l'environnement et la sécurité, l'un des grands thèmes de ces trois jours. « Le Proche-Orient est l'exemple typique de la manière dont des problèmes liés à l'environnement peuvent se répercuter négativement sur des événements politiques et régionaux », a-t-elle déclaré.

« La pénurie d'eau et de terres arables, en particulier, cause des affrontements de plus

en plus tendus et parfois violents à l'intérieur de certains pays, mais aussi entre différents pays. »

Elle a conclu sur une note positive: « si les problèmes environnementaux sont aujourd'hui une cause de différends politiques, ils peuvent aussi constituer une base pour leur règlement. En Jordanie, nous avons fait du partage équitable de l'eau la pierre angulaire de l'accord de paix signé en 1994 avec Israël ; et la semaine dernière, nos deux pays ont inauguré un nouveau projet visant à accroître le débit de captage des eaux de ruissellement naturel du fleuve Yarmouk à l'endroit précis où, il y a quelques décennies, les troupes jordaniennes et israéliennes échangeaient des coups de feu pour la source d'eau. »

Plusieurs chefs d'État ont également pris la parole: Messieurs Blaise Compaoré, Président du Burkina Faso; Omar Konaré, Président du Mali et Flavio Cotti, Président, en 1998, de la Confédération helvétique.

Monsieur Paul Dubrule, maire de Fontainebleau, M. Patrick Blandin, Président du Comité national français pour l'UICN, M^{me} Dominique Voynet ministre française de l'Environnement et M. Pierre Marc Johnson, Coprésident du Comité directeur international ont également prononcé des discours de bienvenue. Les invités ont entendu des messages de M. Kofi Annan, Secrétaire gé-

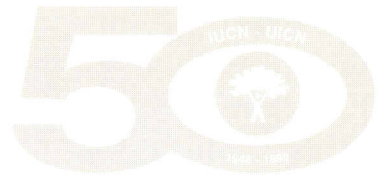


La Présidente de l'UICN, Yolanda Kakabadse, tenant le supplément spécial de Newsweek International contenant des articles exclusifs de personnalités. Didier de la Finance

néral de l'Organisation des Nations Unies et de M. Federico Mayor, Directeur général de l'UNESCO.

M^{me} Yolanda Kakabadse, Présidente de l'UICN, qui vient d'être nommée ministre de l'Environnement de l'Équateur, a déclaré aux participants « Nous sommes ici aujourd'hui pour célébrer l'histoire du mouvement mondial de la conservation et du rôle fondamental et permanent joué par l'UICN. Nous sommes ici pour célébrer tous ceux et toutes celles qui ont apporté tant de choses à la science, aux pratiques et à la défense de la conservation de la nature.

« C'est l'occasion de prendre la mesure de l'état actuel de la conservation mondiale et de la place de l'UICN en son sein et de rendre hommage à ceux qui font tous les jours la différence en faveur de la diversité biologique mondiale. »



Initiatives créatives

À l'occasion de son anniversaire, l'UICN a lancé deux nouvelles initiatives. Le 4 novembre, la Présidente de l'UICN, Yolanda Kakabadse, a inauguré une nouvelle ère de partenariat entre l'UICN et le monde des entreprises en annonçant la création d'un Comité consultatif sur le secteur privé.

Elle a rappelé aux chefs d'entreprise réunis pour un déjeuner à Fontainebleau leurs importantes responsabilités vis-à-vis de la conservation de la nature et de l'utilisation durable des ressources naturelles, responsabilités qui vont de pair avec les affaires. «Le secteur privé gère une bonne partie des

ressources naturelles de la planète, vous êtes donc parmi les principaux intéressés» et elle a ajouté « votre avenir dépend, dans une large mesure, de l'intelligence avec laquelle vous gérez la nature. »

La Fondation Reuter et l'UICN ont inauguré, à Fontainebleau, le prix international pour la presse Reuters/UICN dans le but d'encourager les journalistes et les scientifiques à joindre leurs forces pour faire une plus grande place à l'environnement dans la presse. (Photo page 5)

Pour en savoir plus sur ces deux initiatives, rendez-vous à la page 31.

Point de vue des régions

Avec la mondialisation et la création de nouvelles affiliations, la région d'Asie de l'Ouest reste fragmentée par les conflits qui menacent le bien-être de sa population et de son environnement. Nous ne pourrions trouver des solutions globales à nos problèmes écologiques régionaux en l'absence d'une paix généralisée.

- Mohammed Al Sarawi, « Le point de vue de l'Asie de l'Ouest »

Le monde se trouve sous l'influence des forces qui centralisent le pouvoir de décision politique et économique entre les mains d'une minorité de plus en plus restreinte, et selon des règles du jeu qu'elle est seule à contrôler. Ce système, très appauvrissant, ... risque de supprimer pour toujours la diversité culturelle et biologique, qui constitue la richesse de l'Afrique et du monde, et l'expression même de la vie.

- Mohamed Ali Abrougui, « Le point de vue de l'Afrique »

Le développement durable, un concept qui ne faisait même pas partie du vocabulaire courant il y a dix ans, est aujourd'hui si intimement lié aux relations entre les pays de cette région du monde qu'il est pratiquement impossible de les dissocier.

- Pierre Marc Johnson,

« Le point de vue de l'Amérique du Nord et des Caraïbes »

Nous avons superbement réussi à enseigner à nos enfants la beauté de la nature... Mais leur apprenons-nous réellement à comprendre les processus naturels – les dynamiques, les flux et les reflux ? Les jeunes comprennent-ils la source de tant de nos richesses et le mal que nous, consommateurs, faisons aux cycles et aux systèmes naturels ? Comprennent-ils l'empreinte que laisse notre mode de vie ? J'en doute.

- Richard Sandbrook,

« Le point de vue de l'Europe de l'Ouest »

L'Europe doit être unie dans sa diversité culturelle et naturelle. C'est grâce à cela que les Européens survivront dans ce monde qui change. Et la conservation de la nature peut être à l'avant-garde du processus.

- Frantisek Urban, « Le point de vue de l'Europe de l'Est, de l'Asie centrale et septentrionale »

VW et la sensibilisation

Annonçant le premier grand parrainage à long terme de l'UICN par une entreprise, Michel Le Paire, président de Volkswagen France a déclaré aux chefs d'entreprise et aux spécialistes de la conservation réunis à Fontainebleau qu'il avait obtenu l'aide de DDB, l'une des plus grandes agences publicitaires du monde, pour lancer une campagne internationale de sensibilisation en faveur des travaux de l'UICN en matière de conservation et de développement durable.

« Il est surprenant qu'une organisation de cette stature soit si peu connue du public » a-t-il déclaré. « Le nom de l'UICN devrait être au moins aussi connu que celui de Volkswagen. »

Volkswagen, DDB et l'UICN coopéreront étroitement en vue d'améliorer l'image de l'UICN et son site Internet.

Aujourd'hui, dans ces lieux, nous sommes la voix plurielle de notre continent, l'Amérique du Sud et nous voulons partager notre angoisse devant la certitude, à quelques mois à peine de notre entrée dans le troisième millénaire de l'ère chrétienne, que ce que nous appelons « développement » depuis cent ans est en train d'anéantir l'œuvre de quatre milliards d'années de vie à la surface de la Terre.

- Fernando Ardura, « Le point de vue de l'Amérique du Sud »

La Mésio-Amérique connaît une plus grande stabilité politique et le spectre de la guerre s'est estompé. Avec espoir, avec courage, les peuples meurtris reconstruisent leur réalité. Les gouvernements d'Amérique centrale, le Mexique à leurs côtés, ont mis en place un processus d'intégration politique et économique ... L'Alliance centraméricaine pour le développement durable constitue la grande plate-forme d'action dans le domaine de l'environnement.

- Grethel Aguilar Rojas, « Le point de vue de la Mésio-Amérique »

Sa force inégalée [de l'UICN] dans le domaine de la conservation, notamment du point de vue de la gestion des espèces et des aires protégées et de la gestion au niveau de l'écosystème peut, indubitablement, aider la région. Des projets ambitieux, à l'échelle voulue, et avec les partenaires voulus, pourraient renforcer les efforts déployés par les membres de l'UICN en Océanie.

- Wren Green, « Le point de vue de l'Océanie »

Pour que l'UICN puisse redéfinir efficacement l'essence de la durabilité, elle doit accorder une attention spéciale à la question de la parité entre hommes et femmes. Sans une solide compréhension des dynamiques de cette parité dans une société donnée, les activités les mieux intentionnées peuvent avoir des effets défavorables sur les communautés et exacerber les inégalités sociales.

- Le Quy An, « Le point de vue de l'Asie du Sud et de l'Est »

Symposium: Imaginons l'avenir

Les cérémonies du 50^e anniversaire ont offert l'occasion aux 600 chefs de file du monde et spécialistes de l'environnement et du développement d'aider l'UICN à mettre en évidence plusieurs thèmes d'importance capitale qui méritent un examen plus approfondi en ce moment de l'histoire de l'Union.

Le symposium qui avait pour thème « Imaginons le monde de demain – divers ou divisé ? » s'est ouvert le 3 novembre avec des évocations du passé de l'Union par Pierre Goeldlin et Sir Martin Holdgate et la réflexion de David McDowell sur le présent. Les membres de l'UICN ont ensuite apporté le point de vue des régions puisé dans les réunions et symposiums préparatoires organisés dans les régions.

Questions cruciales

Le deuxième jour (4 novembre) était consacré à 12 ateliers sur différents thèmes. Certains – espèces, droit et aires protégées – étaient au cœur des préoccupations de l'UICN, d'autres ouvraient une fenêtre sur de nouveaux publics et de nouvelles préoccupations – la conservation en milieu urbain, la biotechnologie, la diversité culturelle et la sécurité environnementale, par exemple.

Le temps était compté: les ateliers ont examiné chacun un seul document liminaire préparé à l'avance et distribué sous forme écrite au début du symposium. Suivaient alors des commentaires préparés par des intervenants de différentes régions du monde puis la séance était ouverte à tous.

Chaque atelier devait établir des liens entre son propre thème et le thème unificateur de la sécurité de l'environnement seul garant, à long terme, du respect des besoins de l'humanité en matière de qualité de l'environnement, de mode de vie productif, d'identité culturelle et d'accès aux ressources.

Au fil des ateliers, il est apparu que nous semblons nous éloigner du but qui consiste à trouver l'équilibre voulu entre la conservation et le développement. Les forces de la mondialisation exercent une influence puissante sur l'exploitation des ressources mais on oublie de mentionner la relation entre les impacts de cette exploitation sur l'environnement local et le comportement de consommateurs qui vivent parfois de l'autre côté de la planète. Une meilleure information du consommateur fait certainement partie de la réponse mais il faut aussi agir plus efficacement au niveau local. Un des points les plus importants et qui est encore loin d'avoir été correctement pris en



Ci-dessus et à gauche: les ateliers. Les hôtes français de l'Union ont une fois encore offert leurs trésors historiques à ceux qui essayaient d'imaginer un avenir plus durable. UICN/Nikki Meith

compte est celui de la compensation équitable des populations locales pour les coûts de substitution de la conservation. Lorsqu'une population rurale, qui vit souvent dans les conditions de pauvreté les plus abjectes, est censée limiter son impact sur les forêts, les zones humides, les savanes et les habitats côtiers au nom de la conservation, comment s'assurer qu'elle en retire les bénéfices appropriés ? Si l'on ne répond pas de manière satisfaisante à cette question, la pauvreté continuera de progresser et la diversité biologique de disparaître.

La deuxième question cruciale pour la sécurité concerne les besoins des populations urbaines, c'est-à-dire aujourd'hui environ la moitié de la population mondiale. Les trois milliards de citoyens ne sont que rarement

conscients de leur dépendance vis-à-vis du bon fonctionnement des écosystèmes des régions rurales. Quels moyens avons-nous de faire participer les populations urbaines au mouvement de la conservation ?

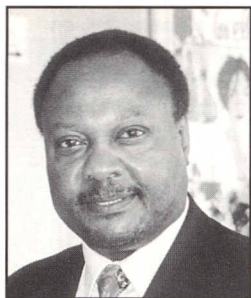
Comment l'UICN peut-elle aider les citoyens à vivre selon leurs moyens, produire plus avec moins et savoir quand leur mode de vie est durable ?

Enfin, beaucoup d'acteurs du mouvement de la conservation sont de plus en plus inquiets de la prolifération des réunions sur l'environnement. La Commission des Nations Unies sur le développement durable, les réunions des conférences des Parties à de nombreuses conventions sur l'environnement – zones humides, CITES, diversité biologique, patrimoine mondial, pour n'en citer que quelques-unes – et diverses autres réunions de niveaux national et régional semblent absorber de plus en plus de temps et d'énergie sans déboucher sur des actions concrètes de conservation. Cette vision est-elle correcte ? Et si c'est le cas, que faire pour traduire plus efficacement les paroles en actes ?

Dans les pages qui suivent, nous discutons des résultats de chacun des 12 ateliers en nous intéressant principalement aux exposés liminaires mais en donnant les commentaires des intervenants et de tous les participants.

Jeffrey A. McNeely,
organisateur du symposium

Thème 1: Conservation



Atelier 1a : Changer l'échelle

Walter J. Lusigi, Conseiller technique principal auprès du Fonds pour l'environnement mondial a inauguré le premier atelier par un exposé intitulé « La création d'un environnement favorable pour les aires protégées du 21^e siècle ». Il y a aujourd'hui 30 361 aires protégées dans 225 pays qui couvrent ensemble quelque 13 245 527 kilomètres carrés (soit 8,84% de la superficie terrestre). Cependant, ces aires ne sont ni assez vastes ni assez sûres pour conserver les espèces, les écosystèmes et les fonctions des écosystèmes qu'elles contiennent. Comme le disait Max Nicholson en 1974 « Si les parcs du monde doivent passer avec succès l'épreuve de leur deuxième siècle, ils ne pourront le faire qu'avec l'aide de plus en plus solide du public, fondée sur une réflexion beau-

coup plus claire et une gestion plus professionnelle garantissant l'intégrité de base des parcs face à des utilisations de plus en plus nombreuses et de plus en plus diverses ».

Les réseaux d'aires protégées soumis à un contrôle gouvernemental strict, sans aucun soutien de la population locale, sont souvent voués à l'échec, en particulier dans un contexte économique difficile. Il faut que les gestionnaires des aires protégées collaborent avec les gestionnaires traditionnels.

Aujourd'hui, beaucoup d'aires protégées connaissent différentes formes de conflits. « Les spécialistes de la conservation devront prendre part au processus de règlement des différends en contribuant à mieux faire comprendre les relations entre la population et les ressources, notamment pour les questions de répartition des avantages », déclare M. Lusigi. « Le mouvement des Parcs pour la paix est extrêmement louable à cet égard. En créant des réserves transfrontières, les spécialistes de la conservation peuvent favoriser une nouvelle alliance entre les nations et les communautés par le partage de ressources qui sont à la base de leur survie. »

Il faudra redoubler d'efforts pour doter des régions rurales d'une structure agro-industrielle afin de créer des emplois appropriés pour la population locale et d'améliorer la gestion des terres qui entourent les aires protégées. Il faudra aussi concevoir des moyens plus imaginatifs pour établir le lien entre les aires protégées et les terres du voisinage, afin que la société reçoive sa part des avantages et que la conservation soit fondée sur une vaste panoplie de formes originales de gestion des ressources et de principes écologiquement rationnels qui inscrivent différents types d'occupation des sols dans le contexte biorégional. « L'UICN, à travers sa Commission mondiale des aires protégées, doit conduire cet effort de construction de la confiance entre les institutions chargées de la conservation », a-t-il conclu.

Les aires protégées sont des outils dans la trousse de survie de la société. Voyons les parcs comme des instruments de la paix, jetant des ponts vers les terres voisines en conflit, apportant les avantages des services des écosystèmes à la population, à tous les niveaux et à tous les paysages loin ou proches qui les entourent.

- Kenton R. Miller, États-Unis

Nous devrions proposer la création d'une Force verte des Nations Unies qui aurait pour mandat d'intervenir dans les conflits à l'intérieur ou à proximité des aires protégées et surtout de protéger des sites importants, des biens du patrimoine, en temps de conflit.

- Assad Serhal, Liban

Nous avons besoin d'établir, de toute urgence, des lignes directrices claires ou des codes de conduite sur l'utilisation des connaissances autochtones et des communautés locales dans le domaine des ressources naturelles et de la diversité biologique.

- Grethel Aguilar Rojas, Costa Rica

Le problème c'est que la plupart des instruments environnementaux et aucune organisation de l'environnement ne sont faits pour répondre aux besoins du développement durable.

Il faut créer une interaction entre les institutions et les conventions existantes.

- Anna Kalinowska, Pologne



Atelier 1b : Le siècle de la biologie

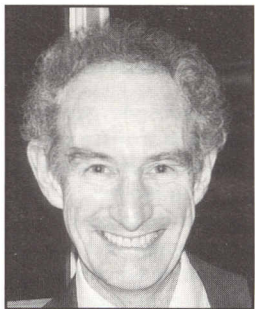
M. M. S. Swaminathan, ancien Président de l'UICN qui est titulaire de la chaire d'écotechnologie à l'UNESCO s'est exprimé sur « La nouvelle biologie et la révolution toujours verte ». Dans l'avenir prévisible, a-t-il dit, le monde devra produire davantage de denrées alimentaires et autres produits agricoles en cultivant moins de terre par habitant. Il faudra donc augmenter les rendements par unité de terre, d'eau, d'énergie et de temps. La solution, selon lui, c'est ce qu'il appelle « La révolution toujours verte ». L'augmentation de la productivité peut être durable avec le temps si elle est ancrée dans les principes de l'écologie, de l'économie, de l'équité sociale, de la parité entre hommes et femmes et de la création d'emplois. Trois grandes révolutions des sciences et de la technologie sont à l'œuvre

pour augmenter la production alimentaire. La « révolution génétique » permet à la biotechnologie moderne de mettre au point de nouveaux procédés et produits pour l'agriculture et la santé. La « révolution de l'information et de la communication » a permis des progrès très rapides d'assimilation et de diffusion d'informations pertinentes en temps voulu. Et la « révolution écotechnologique » favorise le brassage des meilleures connaissances et techniques traditionnelles et des technologies de pointe dans les domaines de la biologie, de l'énergie et de la science des matériaux.

L'UICN peut contribuer en créant un « réseau des connaissances de l'UICN pour la sécurité écologique et la sécurité des moyens d'existence » qui ne se concentre pas seulement sur le « savoir-faire » mais aussi sur le « faire », a déclaré M. Swaminathan. Le réseau fournirait des informations sur les mesures pratiques à prendre pour encourager des relations durables entre l'homme et les ressources. Il pourrait aider à diffuser des informations sur des questions telles que : la capacité de charge des écosystèmes par rapport à la population ; les normes ISO-14000 de gestion de l'environnement ; les emplois et les entreprises écologiques ; la formation d'éco-entrepreneurs qui seraient bien au courant des règles de base écologiques ; les indicateurs du développement durable et non durable ; les conventions mondiales sur le climat, la diversité biologique et la lutte contre la désertification et la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer ; les informations contenues dans les livres rouges de l'UICN (Red Data Books) ; et la biosécurité, la bio-éthique et la biosurveillance. Le réseau pourrait procurer des banques de données scientifiques et techniques aux pays en développement et des sites Internet spéciaux pour communiquer avec le monde en développement. Il mettrait l'accent sur la « propagation d'une écologie de l'espoir et non du désespoir ». Il pourrait aussi contribuer à la sécurité écologique et à la sécurité des moyens d'existence, faisant jaillir la lumière là où règnent encore les ténèbres et favorisant un consensus mondial en faveur d'un avenir commun meilleur pour l'humanité.



Atelier 1c : L'extinction



Dans son exposé liminaire intitulé « La conservation : lutter contre l'extinction », Robert M. May de l'Université d'Oxford a déclaré que la société doit prendre des décisions importantes sur la façon d'investir de rares ressources pour conserver les espèces. Le problème de l'extinction s'aggrave. Dans les synthèses récentes conduites par l'IUCN, il apparaît que 5 à 20% des vertébrés et des arbres sont menacés d'extinction et plus le groupe a été étudié, plus la proportion d'espèces menacées d'extinction, dans ce groupe, augmente. Pour les groupes bien connus tels que les oiseaux et les mammifères, le taux d'extinction récent est environ 100 à 1000 fois

plus élevé que le taux moyen de référence et augmentera sans doute d'un ordre de grandeur au 21^e siècle.

Est-il plus grave de perdre 25% de toutes les espèces de mammifères que de perdre 25% des espèces d'insectes beaucoup plus nombreuses ? Est-ce aussi grave ou moins grave ? Nous avons besoin de plus d'informations taxinomiques mais aussi d'un « calcul différentiel et intégral de la biodiversité » pour quantifier, entre autres, le caractère taxinomique unique ou l'histoire évolutive indépendante inhérents aux différentes espèces. De plus en plus, il faut que les priorités de la conservation reposent sur ce calcul différentiel et intégral de la biodiversité. Par exemple, les simulations suggèrent que si nous arrivons à sauver 10 ou 20 espèces seulement, nous ne préserverons que 63% de leur « histoire évolutive indépendante » (HEI) si nous choisissons les espèces au hasard. Avec des informations quantitatives sur la longueur des branches de l'évolution, nous pouvons préserver, en moyenne, 82% de l'HEI du groupe.

En situation réelle, bien d'autres considérations importantes doivent être retenues, notamment d'autres mesures de la valeur relative des espèces (pour préserver les « services de l'écosystème », par exemple) et les contraintes politiques et économiques qui déterminent ce qu'il faut préserver. Il ne fait cependant aucun doute que nous sommes placés devant des choix de plus en plus difficiles. « J'aimerais que le calcul différentiel et intégral de la biodiversité s'accompagne d'une reconnaissance plus explicite d'autres réalités contraignantes, remplace l'émotion dans le choix des priorités de conservation et l'attribution des places disponibles dans l'arche (quoique les éléments émotifs doivent peut-être aussi faire partie de l'équation) », a-t-il conclu.

Le lobby du ver de terre n'est pas très puissant et il n'existe pas de société protectrice des araignées et des limaces. Une poignée de pays prêtent attention à la conservation des invertébrés. Cependant, en raison de ce manque de lustre [et d'attention], les invertébrés nous procurent une mesure relativement exacte de l'impact de l'homme sur la biodiversité mondiale... Je pourrais comparer la crise de la biodiversité marine aux problèmes de la couche d'ozone et des gaz à effet de serre: les problèmes sont géographiquement si généralisés qu'ils ne peuvent être traités correctement qu'au niveau mondial – par opposition au niveau local.

- Philippe Bouchet, France

Comment lutter contre la disparition des espèces ? Il n'y a pas une réponse mais des réponses à cette question. Elles doivent venir des scientifiques, des entrepreneurs, de la société civile, des gouvernements, des médias, des financiers, des partis politiques et des organismes multilatéraux, etc.

- Ramón Pérez-Gil Salcido, Mexique

Préserver la biodiversité : c'est le problème environnemental le plus important. Nous pouvons répondre par des expédients techniques à presque toutes les questions brunes de l'environnement qui nous empoisonnent aujourd'hui. La perte de biodiversité c'est une autre histoire. Elle est irréversible. Nous risquons non seulement de perdre des espèces particulières mais aussi des communautés et des écosystèmes entiers et d'entrer ainsi dans la sixième grande période d'extinction.

- Russ Mittermeier, États-Unis

On comprend mal les valeurs écologiques que procurent les espèces sauvages en maintenant l'approvisionnement en eau, en empêchant l'érosion, etc. Il n'y a pas assez de ressources pour construire des programmes modèles d'utilisation durable. Les lois et les règlements sont loin d'être satisfaisants. À l'exception des sanctions (très lourdes) qui frappent ceux qui détruisent des espèces prestigieuses comme le grand panda, il y a peu de moyens de rendre les populations locales responsables d'une mauvaise gestion.

- Wang Sung, Chine

Avant de donner le droit d'utiliser localement une espèce, il faut mettre en place les mesures d'incitation requises. L'IUCN ne devrait pas négliger les incitations culturelles et spirituelles au profit des incitations économiques. Les premières ont souvent beaucoup plus de poids au niveau local.

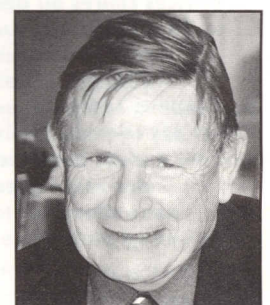
- Champion Chinhoyi, Zimbabwe

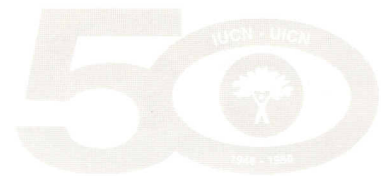
Atelier 1d : Utilisation durable des espèces et des écosystèmes

Marshall W. Murphree, président du Groupe de spécialistes CSE/UICN de l'utilisation durable a parlé des « incitations à l'utilisation durable » et a demandé une « démocratisation du savoir » à l'IUCN. Les programmes et les activités analytiques de l'Union continuent d'être régis par sa localisation bureaucratique, loin des incitations locales à la durabilité. Au niveau mondial, les systèmes de contrôle tendent peut-être à s'en remettre à des mesures dissuasives telles que des peines d'emprisonnement ou des amendes mais, à plus petite échelle, les incitations positives sont de plus en plus importantes.

Et même à petite échelle, les incitations les plus efficaces varient considérablement selon le contexte. En milieu urbain et industriel, on tend à privilégier les valeurs récréatives et d'existence intrinsèques. En milieu rural et agricole, on insiste sur les évaluations instrumentales et économiques. En réalité, les différences tiennent largement à la mise en séquence « moyens-fin. »

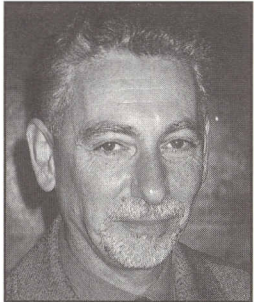
Toutefois, les coalitions de groupes élitaires ne cèdent pas facilement le pouvoir aux acteurs locaux, a-t-il observé. Depuis 10 ans, l'IUCN a démocratisé ses propres processus politiques faisant en sorte qu'ils répondent mieux aux incitations à la durabilité au niveau local. Toutefois, l'IUCN n'a pas fait suffisamment de progrès pour produire des analyses et des avis reflétant une expérience de gestion ancrée au niveau local et dans le savoir local. Le monde de l'utilisation et de la gestion sur le terrain reste essentiellement le fief intellectuel d'une élite professionnelle et bureaucratique irréductible. La démocratisation du savoir à l'IUCN est encore un défi majeur pour l'Union.





Thème 2: Communautés

Atelier 2a : Diversité culturelle et mondialisation



Philippe Descola, du Collège de France, à Paris, a ouvert l'atelier sur le thème « Diversité biologique et diversité culturelle », puisant dans sa vaste connaissance des populations autochtones de l'Amazonie. Tous les écosystèmes de notre planète ont été influencés par les activités humaines a-t-il dit. « Et ceux que l'on trouve en Amazonie sont en grande partie le produit culturel de manipulations agronomiques et biotechnologiques ancestrales de la faune et de la flore. » Ces pratiques traditionnelles ont en fait souvent contribué à accroître la diversité végétale, constituant un patrimoine inégalable de variétés d'espèces cultivées et de techniques appropriées pour une utilisation durable.

La séparation entre la société et la nature n'a aucune signification pour de nombreuses populations qui confèrent des attributs sociaux aux plantes et aux animaux avec lesquels elles établissent des relations sociales. Les cultures traditionnelles d'Amazonie ont su intégrer la nature dans leur vie sociale à tel point que les humains et les non-humains, sont traités de façon égalitaire. Beaucoup de sociétés industrialisées modernes cependant, considèrent que l'homme a juridiction sur la nature comme le traduit l'idée même de protection de la nature.

Il serait illusoire de penser que nous puissions changer notre propre relation avec la nature. Cependant, le fait que la survie d'un nombre croissant de plantes et d'animaux soit tributaire d'activités humaines pourrait contribuer indirectement à modifier l'idée selon laquelle la société et la nature doivent être gérées comme des entités séparées. Nous devons éviter d'exclure les populations tribales et autochtones des politiques et projets de conservation menés sur leurs territoires mais aussi et surtout, les spécialistes de la conservation – et l'UICN en tant qu'institution – feraient bien d'écouter leur vision du monde pour en tirer des enseignements et de respecter la diversité culturelle qui enrichit notre planète.

Les Inuits déplorent l'attitude paternaliste de la jeunesse européenne et américaine vis-à-vis de la nature: la méthode simpliste de conservation des baleines et des phoques qui consiste à interdire la chasse ignore le fait que les Inuits ont utilisé ces espèces de manière durable pendant des millénaires et que leur survie culturelle est liée à leur droit de chasser et d'utiliser les ressources naturelles.

- Henrietta Rasmussen, Groenland/Danemark

Souvent, dans les pays qui ont encore des lois héritées de l'ère coloniale et une culture traditionnelle il y a conflit entre les différentes perceptions que l'on a de la nature.

- Michel Kouda, Burkina Faso

Les agents de la conservation sur le terrain devraient être formés en anthropologie et travailler avec des anthropologues. Mais les représentants des groupes tribaux pourraient aussi être formés en biologie afin de mieux travailler avec les agents de la conservation et du développement.

- Philippe Descola, France

Atelier 2b: Une société urbaine écologique

Il y a 50 ans, l'UICN n'aurait même pas abordé le rôle des villes. Comment éviter de reproduire dans le Sud les structures de consommation des villes du Nord?

- Juliana Chileshe, Zambie

Nous devrions reconnaître que l'agriculture des franges urbaines est rarement très durable en raison de son appétit démesuré pour les engrais souvent causes de pollution.

- Nobutoshi Akao, Japon

Il faut faire appel aux médias pour susciter des changements culturels. Il faut créer les incitations culturelles et économiques qui induiront le changement.

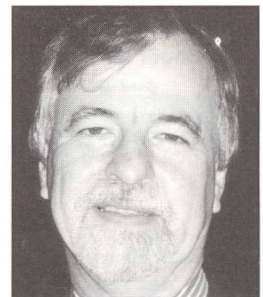
- Julian Gaxiola, Mexique

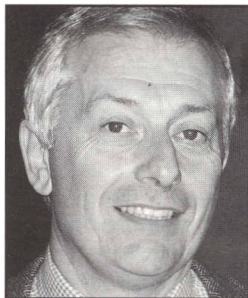
Herbert Girardet, de l'Université du Middlesex (Royaume-Uni) a rappelé aux participants que le monde s'urbanise de plus en plus. Au début du siècle prochain, la moitié de la population mondiale vivra dans des villes. Ces trois milliards de personnes occupent environ 2% des terres émergées mais utilisent plus de 75% des ressources. Les villes ont de profonds impacts écologiques ; la superficie totale nécessaire pour entretenir Londres équivaut à toutes les terres productives de Grande-Bretagne. L'un dans l'autre, l'urbanisation a profondément changé les relations de l'humanité avec sa planète hôte; elle a eu des effets sans précédent sur les forêts, les terres arables et les écosystèmes aquatiques. L'espèce humaine modifie le fonctionnement même de la « toile de la vie » sur terre. Alors qu'il y avait autrefois une interaction géographique distribuée entre une myriade d'espèces, nous sommes aujourd'hui face à un système hautement centralisé, dominé par le mode d'utilisation des ressources d'une seule espèce.

Aujourd'hui, les humains absorbent près de la moitié de la capacité totale de photosynthèse mondiale. Au-delà de leurs limites, les villes ont une profonde incidence sur les écosystèmes distants par leur demande de bois exotiques et de plantes rares pour le plaisir des yeux, d'oiseaux à mettre en cage et d'animaux de compagnie sortant de l'ordinaire. Le chiffre d'affaires annuel du commerce illicite des espèces sauvages, qui émane des villes, arrive en seconde position après le commerce de la drogue. En outre, les villes ont un effet sur les économies rurales traditionnelles et leur adaptation culturelle à la diversité biologique. Dans les zones côtières, l'expansion urbaine elle-même s'est souvent faite au détriment des forêts de mangroves et des récifs coralliens.

On peut espérer créer la « ville durable » si tous les citoyens sont prêts à satisfaire à leurs propres besoins sans compromettre le bien-être du monde naturel ou les conditions de vie de leurs semblables aujourd'hui et à l'avenir. Beaucoup de villes sont déjà relativement « vertes ». Par exemple, en 1990, les zones métropolitaines urbaines produisaient 40% de la valeur en dollars de la production agricole américaine. La réorientation des investissements urbains - de l'extraction des ressources vers la conservation - et le recyclage pourraient créer de nombreux emplois et de nombreuses entreprises. Pour cela, il faudra réduire l'impact de la vie urbaine par l'éducation et l'information ainsi que par un meilleur usage de la technologie.

Les villes du nouveau millénaire seront économes en énergie et en ressources, conviviales et culturellement riches, dotées de démocraties actives garantissant la meilleure utilisation possible des énergies humaines. Avec ses organisations membres actives dans le monde entier, l'UICN peut aider à faire naître cette nouvelle conscience selon laquelle les villes et leurs habitants ont un rôle vital à jouer dans l'établissement de relations durables entre les villes et la biosphère.





Atelier 2c : Partage équitable

« La mondialisation, la localisation et les aires protégées », tel était le thème abordé par Jeffrey A. Sayer du Center for International Forestry Research (CIFOR), en Indonésie. Selon lui, la mondialisation lance un double défi aux spécialistes de la conservation. « Premièrement, elle nous force à faire des compromis réalistes entre les valeurs mondiales de la conservation et les besoins locaux du développement et à décider comment apaiser les tensions. Deuxièmement, elle nous oblige à examiner de plus près la notion largement acceptée selon laquelle les objectifs de la conservation seront atteints par une gestion locale à fondement écologique. Comme l'information, l'expansion économique des marchés et des entreprises pénètre de plus en plus

dans les coins les plus reculés de la planète et il serait illusoire de vouloir que des populations locales vivant à l'intérieur ou à proximité de régions importantes pour leur riche diversité biologique restent dans la voie lente alors que le reste de l'humanité se déplace dans la voie rapide.

« Trop longtemps, les spécialistes de la conservation ont prétendu que la plupart des problèmes de conservation de la diversité biologique avaient des solutions gagnantes », déplore Jeff Sayer. « En réalité, il y a toujours des compromis à faire. L'UICN peut jouer un rôle unique en créant un réseau d'aires protégées qui représente un bon équilibre entre les objectifs de conservation locaux et mondiaux.

« Les compromis inévitables qu'il faudra faire entre la conservation de la diversité biologique et d'autres utilisations des aires naturelles seront plus largement acceptés s'ils se font en toute transparence, avec la participation pleine et entière de tous les acteurs, avec des coûts et des avantages économiques équitablement répartis », a-t-il ajouté. L'UICN doit jouer un rôle dirigeant : 1) en aidant les gens à protéger leurs terres contre les pressions mondiales et 2) en veillant à ce qu'ils soient dûment indemnisés en compensation. « Il est illusoire – et immoral – de fonder des programmes de conservation sur des valeurs sociales et culturelles qui ne sont pas partagées par tous les acteurs. Les programmes de conservation sont généralement voués à l'échec si leur coût est supporté par des communautés pauvres dépendant des forêts ou par des industries qui opèrent dans un milieu économique extrêmement compétitif, tandis que les avantages vont essentiellement à une petite communauté d'écologistes lointains. »

Un des moyens d'atténuer les coûts économiques de la conservation de la diversité biologique serait de diminuer le nombre de régions où toute autre utilisation économique est interdite. Nous devons nous engager plus fermement sur la voie de programmes de conservation de la diversité biologique reposant sur moins de réserves intégrales, mieux ciblées, dans un ensemble de réserves polyvalentes.

En Afrique de l'Ouest, des régions traditionnellement protégées sont aujourd'hui érodées par les effets de la mondialisation, en particulier du tourisme.

- Jean Larivière, France

Au Sénégal, on a montré qu'il est possible de sauvegarder les ressources naturelles en associant les intérêts culturels, sociaux et économiques des communautés locales... Les terres privées... peuvent être cédées à la communauté.

- Seydina Issa Sylla, Sénégal

Ce qu'il faut c'est une socialisation des connaissances... Il importe d'élaborer des moyens d'aider les responsables à comprendre toute la valeur des connaissances des communautés locales et des ONG.

- Eduardo Guerrero, Colombie

Atelier 2d : L'insécurité environnementale

Nous devons envisager de donner aux gens des connaissances plutôt que des armes.

- Lidia Castillo,
El Salvador

Les conflits portant sur des ressources limitées sont souvent engendrés par des promesses fallacieuses faites pour des raisons politiques.

- Malcolm Powell,
Afrique du Sud

L'UICN doit encourager un dialogue plus ouvert pour rompre le club nucléaire et un Conseil de sécurité de l'ONU qui ne serait pas otage de l'idéologie politique.

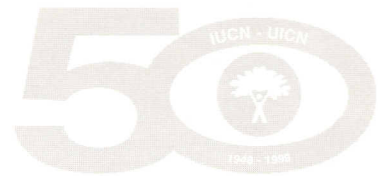
- Javed Jabbar,
Pakistan

Hartmut Krugmann, consultant basé en Afrique du Sud, a fait remarquer que les principaux problèmes et menaces auxquels l'humanité est confrontée ont radicalement changé, passant d'enjeux militaires à un large éventail de problèmes souvent interdépendants, y compris la dégradation de l'environnement. « La sécurité environnementale » est en train de devenir un nouveau moyen de traiter les questions de la pauvreté, de la dégradation de l'environnement, de l'appauvrissement des ressources et de la répartition inéquitable des avantages issus de l'utilisation des ressources. « Le risque est que ce concept soit repris par toutes sortes de programmes ou devienne simple rhétorique », a-t-il déclaré.

Un dilemme fondamental se pose, à savoir que la société a besoin d'abandonner les modèles du « développement » en matière de consommation des ressources afin d'améliorer la sécurité humaine, tandis que les élites dominantes estiment qu'il y va de leur sécurité de s'opposer à une telle transformation – d'où les choix difficiles à faire. Le concept de « sécurité humaine » a pour objet de donner le pouvoir à des groupes désavantagés, de résoudre les inégalités sociales et entre sexes, de renforcer les droits fondamentaux de l'homme, de confier à la population locale la gestion des ressources locales et de faciliter sa participation aux processus décisionnels de haut niveau. Des réformes politiques s'imposent dans bien des pays pour garantir à la fois des formes adéquates de jouissance des ressources et de décentralisation et le transfert de l'autorité sur la gestion des ressources naturelles. Les conflits de l'eau sont particulièrement aigus et la concurrence pour des ressources limitées dans les bassins hydrographiques transfrontières est souvent considérée comme la seule situation de pénurie pouvant déclencher des conflits internationaux. Cela met en évidence la nécessité, pour des États riverains voisins, de trouver un terrain d'entente autour de cadres et de stratégies de gestion mixte de ressources d'eau partagées. Mais tôt ou tard, il deviendra indispensable d'élaborer et d'appliquer des politiques, des technologies et des mécanismes institutionnels.

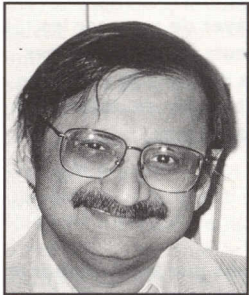
M. Krugmann a proposé à l'UICN d'organiser un dialogue politique ou des séries d'ateliers régionaux pour rassembler les représentants de différents groupes et les faire réfléchir aux problèmes liés de l'environnement et de la sécurité et d'établir des canaux de communication entre les groupes intéressés – spécialistes de l'environnement, spécialistes de la sécurité et des renseignements, praticiens du développement, élites politiques et groupes désavantagés – afin qu'ils puissent partager, sur une base permanente, leur expérience sur la sécurité de l'environnement. L'UICN devrait aussi encourager la recherche sur la signification pratique des concepts « sécurité environnementale » ou « sécurité humaine » et sur les moyens de les utiliser pour améliorer l'environnement et les moyens d'existence des hommes, des femmes et des enfants défavorisés.





Thème 3 : Consommation

Atelier 3a : Vivre dans nos limites



Anil Agarwal du Centre for Science and Environment (Inde) a déclaré que l'État – bon gré, mal gré – voit son rôle diminuer dans la société. Souvent, les spécialistes du développement considèrent que cela pose un problème pour l'amélioration du niveau de vie de la population rurale pauvre dans les pays en développement. Or, cette population satisfait généralement ses besoins de consommation dans son environnement immédiat et dépend beaucoup plus de la micro-économie locale que de la macro-économie de la nation. « Réduire le rôle de l'État entraînera nombre de changements positifs dans des secteurs tels que l'énergie rurale, l'aménagement des bassins versants et la gestion des déchets », a-t-il ajouté.

C'est ainsi que dans la province du Madhya Pradesh, en Inde, la population rurale consomme aujourd'hui davantage de biomasse de haute qualité qu'il y a 20 ans, sous forme de grumes qui proviennent essentiellement de plantations d'arbres sur leurs terres agricoles. Au lieu de se trouver confrontés au déboisement rapide que l'on prévoyait il y a tout juste 20 ans, bien des villageois commencent à protéger les forêts pour satisfaire leurs propres besoins en biomasse sans aucune intervention du gouvernement. Et lorsque les gouvernements sont à même de procurer les incitations appropriées, la gestion des bassins versants s'améliore nettement et apporte une plus grande gamme d'avantages à la population locale.

Pour améliorer la gestion de l'environnement, il faut la participation de la population. Le gouvernement joue un rôle limité et stratégique. Des technologies telles que les latrines à compost et l'énergie solaire peuvent avoir beaucoup plus d'effets bénéfiques sur le bien-être de l'homme et sur l'environnement si le gouvernement joue le rôle d'appui qui convient.

Les dirigeants les plus efficaces, au 21^e siècle seront les promoteurs d'un système de gouvernance qui décentralise la gestion des ressources naturelles, veille à l'équité en protégeant les droits et encourage un nouveau paradigme technologique donnant des moyens de contrôle et une responsabilité accrues aux familles et à la communauté.

« L'expansion de la société civile depuis 50 ans a été phénoménale. En apportant le bon sens, et en particulier le bon sens écologique, au monde, elle a joué un rôle vraiment impressionnant. En fait, la chose la plus remarquable dans le village global du 21^e siècle, c'est qu'il y aura beaucoup plus de décideurs », a-t-il conclu.

Les pays du Nord fondent leur credo sur la croissance... et ont imposé ce modèle au monde. Sous le prétexte qu'ils ont aussi des problèmes à régler chez eux et qu'il y a trop de corruption dans les pays du Sud, on voit les montant de l'aide au développement s'effondrer. C'est l'ère du macro-égoïsme. L'exemple du développement à l'occidentale s'est soldé par la consommation, l'endettement, la destruction de la démocratie et la pauvreté.

- Augusta Henriques,
Guinée-Bissau

Les spécialistes de la conservation sont souvent accusés d'être alarmistes parce qu'ils ne font aucune distinction entre les tendances, les projections et les scénarios.

- Claude Martin, Suisse

Bien des théories partent de l'hypothèse qu'il y a des limites. Est-ce vrai ? Et s'il n'y avait pas de limites ? Juste des possibilités... Et les pauvres aussi sont les clients des affairistes.

- Michael Lagraff,
Royaume-Uni

Il faut une réforme environnementale du secteur privé. Keidanren a produit un modèle de travail avec les organisations commerciales pour rédiger des plans d'action.

- Hajime Ohta,
Japon

Les subventions font parfois du bien. Elles ont permis, entre autres, la restauration des Everglades.

- William Eichbaum,
États-Unis

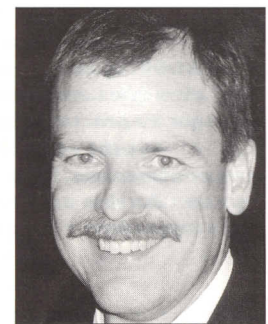
Atelier 3b : Produire plus avec moins

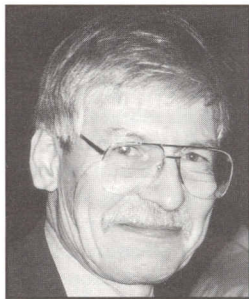
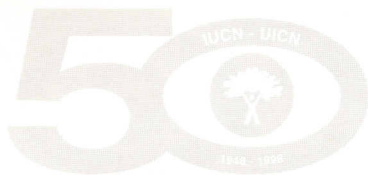
Ronald Steenblik, administrateur principal de la division de la politique de la pêche de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) a parlé de la « réforme des subventions : faire plus pour l'environnement en dépensant moins pour les activités qui lui portent préjudice ». La réforme des subventions qui fut la quête solitaire des ministres des finances et des économistes, est devenue une cause célèbre du mouvement vert.

Les changements nécessaires sont peut-être plus faciles à « vendre » à des électeurs sceptiques si ces derniers peuvent constater que les sacrifices sont partagés par d'autres pays et si les gains (par exemple du commerce) peuvent compenser les coûts. Les accords multilatéraux ont donc joué un rôle indispensable dans la réforme des subventions.

Mais, pour discipliner les subventions au niveau multilatéral, il faudra des années, si ce n'est des décennies et « il est peu probable que les gouvernements nationaux cèdent leurs fonctions de surveillance et d'application des politiques de subventions » aux ONG qui ont été la cheville ouvrière de la réforme.

Ceci nous mène à la question de la quantité de ressources que les ONG doivent consacrer à faire ce que d'autres continueront de faire de toute façon. Les ONG peuvent remplir un créneau utile : conduire des études sur les « points chauds » des subventions – les domaines où les subventions versées à différentes industries ont des effets particulièrement défavorables sur l'environnement. « La méthode qu'utilise actuellement l'UICN, pour analyser les effets des subventions sur la diversité biologique du point de vue des écosystèmes, complète les travaux des institutions multilatérales tout en fournissant des informations pointues et pratiques aux décideurs, à tous les paliers de gouvernement », a fait remarquer M. Steenblik. « Cette activité met en application le principe à *pensée mondiale, action locale* en ce qu'elle nous force à penser à des institutions et à des processus mondiaux mais aussi à faire des recherches au niveau local. » Si le projet suppose la participation de branches locales et régionales des ONG de l'environnement, il peut servir de véhicule à une meilleure sensibilisation du public et commencer à faire changer l'attitude des gens vis-à-vis des subventions là où c'est le plus important : à la racine.





Atelier 3c : Comment savoir quand notre mode de vie devient durable?

Robert Prescott-Allen, du Groupe d'évaluation international de l'UICN/PADATA, a rappelé que le mot « durabilité » avait de nombreuses définitions. Comment mesurer alors les progrès accomplis vers la durabilité? L'UICN et le Centre de recherche pour le développement international (CRDI) du Canada ont mis au point une méthode systématique connue sous le nom d'Évaluation de la durabilité et du bien-être (Sustainability and Well-being Assessment -SAWA).

Les deux organismes collaborent depuis quatre ans à la mise au point de cette méthode systématique, participative et pilotée par l'utilisateur afin d'évaluer la durabilité. Travaillant avec des équipes de terrain en Afrique, en Asie et en Amé-

rique latine, le Groupe d'évaluation international UICN-CRDI a mis au point une démarche et une panoplie de méthodes et d'instruments que peuvent utiliser les agents des différentes institutions, les décideurs et des équipes de terrain concernées par le développement durable du niveau mondial au niveau local. À la différence d'autres approches institutionnelles, celle-ci place l'homme et l'écosystème sur un pied d'égalité au lieu de séparer les communautés humaines des économies humaines et de la nature. La Commission du développement durable des Nations Unies, par exemple, a ajouté un quatrième thème – les institutions – et les quatre thèmes constituent maintenant le cadre d'établissement des rapports sur l'application d'Action 21, le Plan d'action de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (1992).

De tels cadres thématiques présentent l'inconvénient de placer l'homme en dehors de l'écosystème et de réduire l'écosystème à un des trois ou quatre éléments. Dans un cadre à trois thèmes, cela signifie qu'un changement dans les conditions de vie est deux fois plus important qu'un changement dans les conditions de l'environnement et dans un cadre à quatre thèmes, trois fois plus important. À l'extrême, les rapports concernant l'environnement prêtent peu attention au bien-être de l'homme et les rapports économiques ignorent l'état de l'environnement.

SAWA propose un ensemble d'indicateurs et les relie à des lieux spécifiques. Il mesure les aspects représentatifs que l'on peut associer pour obtenir des indices ou des indicateurs composés, afin de donner des informations sur le système dans son entier.

Ensemble, les indicateurs et les indices procurent un instrument puissant d'évaluation de la durabilité.

Il peut y avoir des tensions entre la population humaine et la santé des écosystèmes naturels. Nous devons essayer de mesurer les valeurs des écosystèmes afin de pouvoir satisfaire les besoins de différentes populations.

- Carmen Miranda,
Bolivie

Tandis que la lutte pour la survie et la prospérité s'intensifie, la tentation d'ignorer les autres (les autres familles, groupes ethniques, religions, entreprises, classes, pays) ou de les traiter en concurrents et en ennemis augmente. Comment partager?

-Robert Prescott-Allen,
Canada

La séparation entre la culture et la nature est purement artificielle. Regardez Angkor Vat, le Mont Saint-Michel et la Nubie en Égypte. L'UICN devrait mettre davantage l'accent sur la dimension culturelle de son travail.

- Bernd von Droste, France

La grogne que suscitent les organisations de l'environnement vient de ce qu'elles ont été créées alors que l'environnement était considéré comme étranger au processus du développement. Mais il n'y a aucune action humaine qui ne soit une action environnementale. Nous devons quitter la sphère de la gestion durable des ressources naturelles et préparer nos institutions à la durabilité des sociétés humaines.

- Delmar Blasco, Argentine

Il faut trouver un équilibre entre les mesures réglementaires et les incitations bien conçues. Avoir un biotope rare sur ses terres doit être vu comme une chance et pas une charge.

- Cyrille De Klemm, France

Les processus physiques de la biodiversité, du changement climatique et de la désertification sont étroitement liés. Heureusement, les trois questions sont également liées, aujourd'hui, par des solutions communes. Par exemple, la lutte contre le déboisement réduit les émissions nettes de dioxyde de carbone, la dégradation des terres et la perte de diversité biologique.

- Salvano Briceño, Venezuela

Atelier 3d : Institutions appropriées pour le 21^e siècle

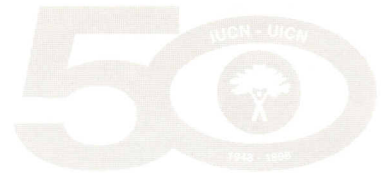
Joke Waller-Hunter de l'OCDE à Paris a indiqué que depuis quelques décennies, les institutions mettent l'accent sur le développement durable plutôt que sur l'environnement. Le développement durable toutefois ne fait pas encore l'objet de dispositions institutionnelles suffisantes. Il est également possible que la « vague de développement durable » ait affaibli le PNUE et entravé les travaux d'autres institutions de l'environnement.

Les conditions institutionnelles de la gestion des ressources naturelles comprennent la fourniture d'informations scientifiques avisées et faisant autorité ; l'établissement de normes; la mise en place d'incitations financières; la mobilisation de la société civile ; l'établissement de systèmes d'observation des règlements, de suivi et de mise en application; et le renforcement des capacités de règlement des différends. Mais toutes ces fonctions ne sont pas encore remplies de manière satisfaisante. Il importe de positionner l'environnement de telle sorte qu'il puisse être géré efficacement. Cela suppose une mobilisation plus active des institutions économiques privilégiant de plus en plus l'approche régionale. Le regroupement des conventions serait un premier pas vers une cohérence améliorée dans le domaine de l'environnement. En général, il vaut mieux recommander des changements progressifs que des réformes radicales.

Waller-Hunter propose d'améliorer la synergie dans les institutions de l'environnement existantes et de faire pression auprès des organisations mondiales de l'économie et du commerce pour qu'elles appliquent des objectifs de développement durable. L'impulsion que donnera la Conférence Rio+10, en 2002, et les négociations commerciales du millénaire devraient être pleinement utilisées.

Une plus grande interaction entre le secteur privé et les ONG peut conduire plus rapidement à des résultats positifs pour l'environnement que les processus intergouvernementaux actuels. L'UICN est extrêmement bien placée pour faire bouger les choses dans cette direction.





Conclusions : un nouveau sentiment d'urgence

Les 12 ateliers qui composaient le symposium du 50^e anniversaire ont abordé des sujets très variés, d'intérêt actuel ou potentiel pour l'IUCN. À mi-chemin entre le Congrès mondial de la nature de 1996 à Montréal et le Congrès mondial de la nature 2000 en Jordanie, le colloque a donné l'occasion rêvée d'évaluer la pensée actuelle sur certaines des grandes questions de la conservation auxquelles est confrontée aujourd'hui la communauté mondiale.

Les extraits qui précèdent mettent en relief les résultats de chaque atelier mais on peut tirer cinq conclusions générales des exposés et des discussions.

Premièrement, si l'Union a réussi à éveiller les consciences aux problèmes de l'environnement, l'action en faveur de la conservation est encore bien trop timorée par rapport l'impulsion à consommer qui entraîne une perte accélérée de la diversité biologique. Les taux d'extinction sont élevés et augmentent et la réponse politique est loin d'être adaptée. Et les nouvelles conventions issues du processus de Rio, les conventions sur la diversité biologique, les changements climatiques et la lutte contre la désertification, aussi importantes soient-elles, génèrent encore trop de discours et d'analyses et pas assez d'actions concrètes.

En réponse à cela, l'IUCN devrait notamment favoriser une plus grande synergie entre les conventions, une utilisation plus efficace des instruments économiques et autres formes d'incitations à la conservation, une participation plus réelle des différents acteurs et élargir l'échelle de l'analyse et de l'action pour augmenter leur efficacité.

Deuxièmement, l'information progresse à un rythme rapide, qui va s'accroissant et nombreux sont ceux qui en sont tout simplement submergés. Quelqu'un a comparé cela à « boire à la lance à d'incendie ». La multiplication des sites Internet, des bibliothèques digitales, des réseaux de courrier électronique, etc., est en train de battre en brèche la capacité d'absorption de l'IUCN. Le défi véritable consiste à présenter l'information sous des formes qui soient utiles aux publics qu'il importe d'influencer.

Troisièmement, l'IUCN cherche à séduire de nouveaux partenaires et à établir de nouveaux liens pour renforcer son assise.



Les ateliers, bien qu'ils aient été invariablement pressés par le temps, ont fourni cinq conclusions pour aider l'IUCN à relever les défis de l'environnement dans le nouveau millénaire. IUCN/Nikki Meith

Parmi les nouveaux partenaires importants, il y a le secteur privé, les agriculteurs et les citoyens. Plusieurs ateliers ont également souligné l'importance de la participation des femmes et des jeunes afin que la mission de l'IUCN bénéficie du plus large appui possible.

Quatrièmement, le rythme du changement – social, économique et environnemental – est de plus en plus rapide. Il faut donc s'adapter de plus en plus vite et cette adaptation doit reposer sur le maintien de la diversité biologique dont sont tributaires les systèmes naturels et sur le maintien de la diversité culturelle des réponses qu'apporte l'homme aux différents enjeux environnementaux.

L'adaptation est nécessaire à différents niveaux : à celui des politiques mondiales, à celui des réponses régionales qui reflètent les intérêts communs des gouvernements d'une même région et à celui des réponses locales qui doivent être soigneusement adaptées au patrimoine social, économique, politique, historique et biologique de la population.

Les objectifs de la conservation à ces différents niveaux peuvent être très différents, ce qui nécessite des négociations en connaissance de cause et la volonté d'examiner la répartition des coûts et des avantages.

Enfin, l'IUCN a besoin d'éprouver à nouveau un sentiment d'urgence. Certes, nous pouvons, à juste titre, être fiers de nos réussites, mais nous devons nous demander sérieusement pourquoi nous n'avons pas mieux réussi. Les gouvernements de la planète n'ont pas encore compris que l'appauvrissement de la faune et de la flore est aussi

pervers, aussi menaçant à l'échelle mondiale, pour la sécurité économique et politique, que la guerre elle-même. Car, lorsque les pièces commencent à casser, dans l'environnement, comme dans toute machine, les dégâts font boule de neige.

Pour réparer notre monde perturbé, il faudra modifier radicalement bien des aspects du comportement humain. Les questions sont complexes et les faits dont nous disposons ne fournissent pas de réponse simple; les ressources naturelles ne sont que l'un des facteurs sources d'insécurité et de différends. Mais il serait difficile

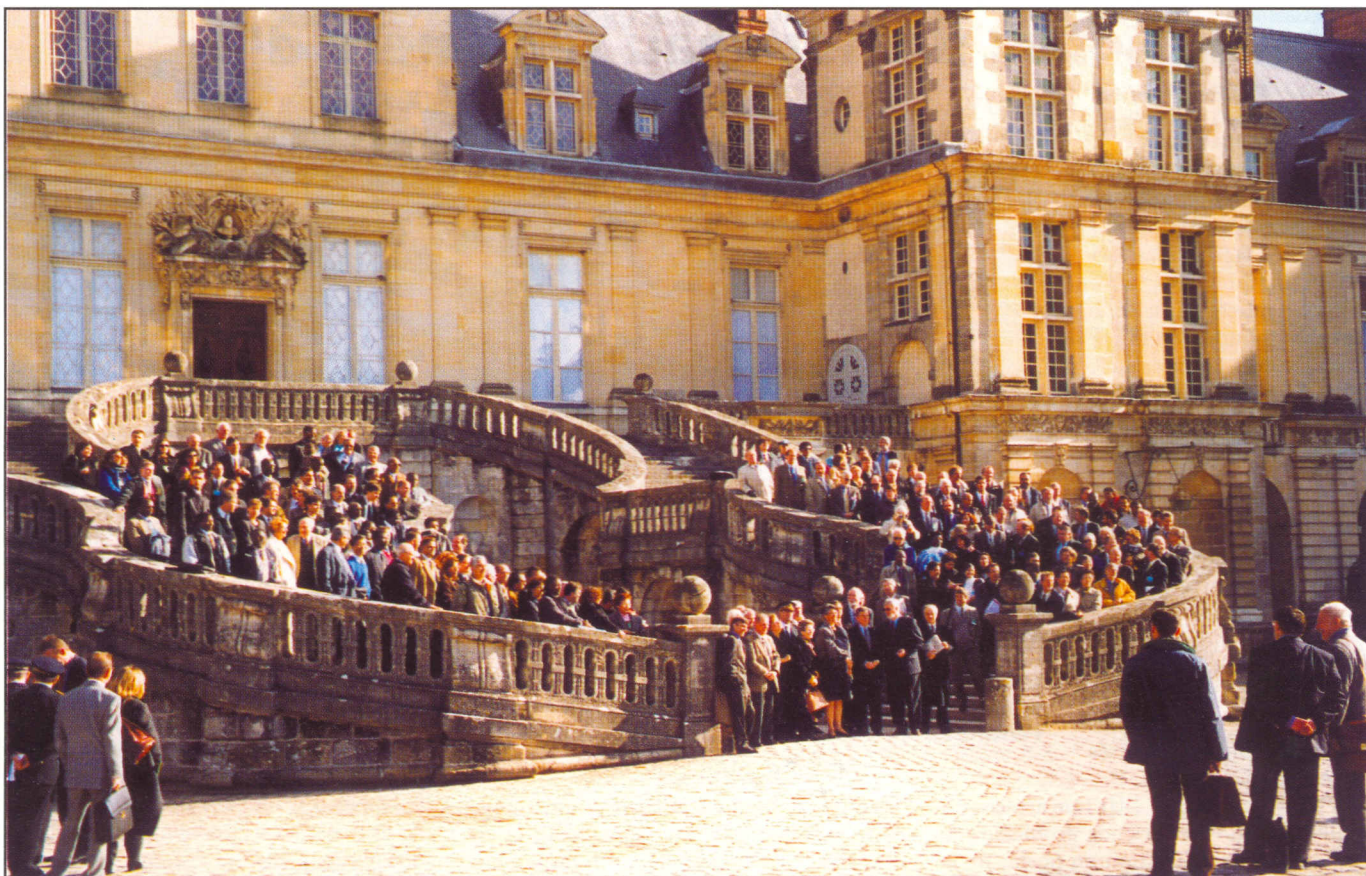
de ne pas conclure que les moyens modernes de transport et de communication, la population humaine qui s'accroît et le taux de consommation des ressources, la vulnérabilité croissante d'économies interdépendantes et intégrées et la prolifération d'armes de guerre modernes – armes chimiques et biologiques, mines et armes de poing de plus en plus efficaces – risquent de rendre les conflits futurs extrêmement destructeurs pour l'homme et pour le reste de la nature.

Que peut faire l'IUCN pour promouvoir la sécurité environnementale comme contribution aux grandes questions du bien-être de l'homme ? Nous devons redoubler d'efforts pour démontrer plus positivement les avantages de la conservation de la diversité biologique, de l'utilisation durable des ressources biologiques et pour garantir la répartition équitable des avantages provenant de cette utilisation.

De nouveaux concepts tel que la planification biorégionale, le génie écologique et la diversité culturelle ouvrent d'intéressantes nouvelles avenues. Plusieurs ateliers ont apporté de nouvelles idées importantes que l'IUCN se doit de convertir en activités dotées d'un financement. Un des grands enjeux, pour l'IUCN, consiste à faire en sorte que les bonnes idées soient mises à l'essai partout, encouragées de manière efficace et appliquées de façon compétente.

Tel est le défi que Fontainebleau portera au Congrès mondial de la nature qui aura lieu en Jordanie l'année prochaine.

Jeffrey A. McNeely,
organisateur du symposium



Comme il y a 50 ans (photo en bas à droite), les participants se sont rassemblés sur le perron du château pour une photo de groupe.

IUCN/Nikki Meith

Défi lancé aux dirigeants de ce monde

À la cérémonie de clôture, le 5 novembre, le Premier ministre français, Lionel Jospin, a félicité l'UICN pour son rôle de chef de file de l'action en faveur de l'environnement et a souligné deux thèmes qui ont dominé cette réunion de trois jours. « Le changement des modes de consommation et les liens entre sécurité et environnement... Tous les deux me sont chers » a-t-il dit.

Monsieur Jospin s'est fait l'écho des commentaires de Sa Majesté la reine Noor de Jordanie, bienfaitrice de l'UICN, qui avait inauguré les cérémonies en appelant l'Union à ne pas ménager ses efforts pour mettre en évidence les liens entre l'environnement et la sécurité.

« En même temps que le vôtre, nous célébrons le 50^e anniversaire de la Déclaration des droits de l'homme » a dit M. Jospin. « L'UICN a apporté sa part à cet anniversaire: l'affirmation du droit à la sécurité environnementale ; je vous aiderais à le promouvoir et à la garantir. »

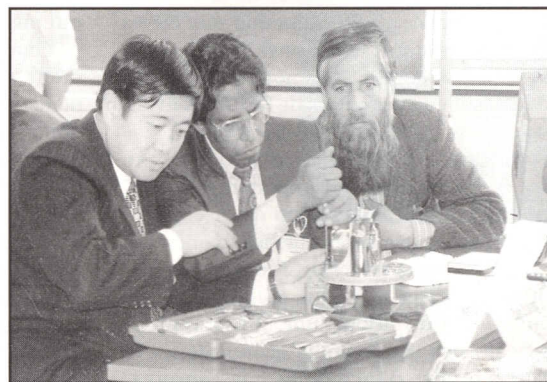
Lionel Jospin a rendu hommage « à l'action remarquable » de la Présidente de l'UICN, Madame Yolanda Kakabadse, qui a aidé à orchestrer le récent traité entre

l'Équateur et le Pérou qui met fin à 60 ans de conflits frontaliers.

« Vous êtes à cet égard, non seulement ministre de l'Environnement dans votre pays, non seulement présidente de la plus grande organisation mondiale de l'environnement, mais également une médiatrice de la paix. »

Le Premier ministre a fait référence au concept de parc de la paix, initiative mondiale soutenue par l'UICN pour que les aires protégées deviennent des moteurs de la coopération entre des voisins aux relations tendues. Ce concept sous-tend le Traité entre le Pérou et l'Équateur. M. Jospin a encouragé l'UICN à faire « fleurir d'innombrables initiatives ... de prévention des conflits à travers la médiation sur l'accès aux ressources naturelles. »

Patrick Blandin, Président du Comité national français pour l'UICN et J.-P. Huchon, président du Conseil général d'Ile de France ont également pris la parole lors de la cérémonie de clôture.



Appel de Fontainebleau

Point d'orgue des cérémonies, l'Appel de Fontainebleau a été lancé le 5 novembre. Reproduit intégralement en page 18, l'Appel de Fontainebleau encourage les décideurs à satisfaire les besoins interdépendants de l'humanité et de la nature.

Le troisième jour s'est terminé par une excursion de tous les participants en forêt de Fontainebleau où une plaque commémorative a été dévoilée en l'honneur de l'UICN puis par une réception dans la Grande Galerie de l'Évolution du Muséum National d'Histoire Naturelle à Paris.



À droite : les participants ont passé leurs dernières heures à Fontainebleau à échanger des adresses et des « au revoir » hâtifs. UICN/Nikki Meith



Ci-dessus : représentant l'UNESCO, Alain Gille (à gauche) et Michel Batisse, étaient déjà actifs dans les années de fondation de l'Union (voir Planète Conservation 3-4/98). UICN/Nikki Meith



...Je propose d'accueillir en France, l'an prochain, une réunion internationale. Son mandat sera d'identifier des mécanismes crédibles pour faciliter les transferts de technologies et de savoir-faire dans tous les domaines où des menaces pèsent sur l'environnement. Nous devons nous mobiliser pour réduire à la source les dégradations qui résultent du développement économique.

- Jacques Chirac,
Président de la République française

À droite : à la réception du symposium, le docteur Enrique Beltrán souhaite la bienvenue à M^{me} Mady Harroy dont l'époux, Jean-Paul, fut le premier Secrétaire général de l'UICN. UICN/Nikki Meith



Avec ses partenaires de l'Union européenne, la France plaide toujours en faveur d'une convention mondiale sur les forêts. ... il ne s'agit pas là sous couvert de souci écologique de priver les pays du Sud d'une de leurs ressources économiques. Il s'agit de mettre en place des coopérations plus intenses pour que cette ressource économique se pérennise, se renouvelle, et continue de servir les peuples de ces pays, comme le reste du monde.

- Lionel Jospin, Premier ministre français



Les orateurs de la cérémonie de clôture (de gauche à droite) : J-P Huchon, Président du Conseil général d'Ile de France ; Lionel Jospin, Premier Ministre ; Yolanda Kakabadse, Présidente de l'UICN ; et Paul Dubrulle, maire de Fontainebleau.

Didier de la Finance

La biodiversité est une affaire à risque que nous devons gérer. À risque, parce que la dégradation des écosystèmes et la perte de diversité biologique saperont les possibilités de développement durable... Nous aimerions encourager tous les secteurs d'affaires qui profitent de la diversité biologique - l'agriculture, l'industrie pharmaceutique, pétrolière et gazière, les mines, les forêts, la pêche, bien sûr, mais aussi les services financiers et la communication - et qui ont un impact sur elle, à mettre en place des « plans des entreprises pour la biodiversité » avant la fin de l'an 2000.

- Yolanda Kakabadse, Présidente de l'UICN



Appel de Fontainebleau

Nous célébrons notre 50^e anniversaire, dans les lieux de notre naissance à Fontainebleau, à l'invitation du gouvernement français.

Sur ces fondations existe maintenant une Union comportant 74 Etats membres, 110 agences gouvernementales et 706 organisations non-gouvernementales, le tout représentant 138 pays. Nous sommes inspirés dans nos actions et notre compréhension des choses par un puissant réseau de bénévoles à travers le monde. Nous visons la conservation de l'intégrité et de la diversité de la nature et nous favorisons l'utilisation équitable et écologiquement durable des ressources naturelles.

L'UICN est née des blessures de la guerre. Aujourd'hui ce sont les écosystèmes de la planète qui sont blessés. La production et la consommation humaine ont connu une croissance exponentielle. La population a triplé. Nous nous sommes urbanisés. Un quart des forêts tropicales ont disparu. L'eau douce, élément vital de la biosphère est contaminée et surexploitée. Des ressources essentielles pour l'humanité sont menacées de toutes parts.

Nous avons choisi d'imaginer un monde pour demain, celui que nous voulons. C'est un monde qui célèbre et valorise la diversité essentielle de la vie sur terre, celle des cultures et celle des peuples. C'est un monde dans lequel nous adopterons une éthique environnementale qui reconnaît que sans la nature dans son intégrité, il n'y a ni bonheur, ni tranquillité, ni qualité de vie. Nous recherchons l'harmonie dans la nature, l'unité entre les peuples car sans elles, la vie sur terre est compromise.

Nous croyons que les bénéfices de la diversité biologique doivent faire l'objet d'un partage équitable. Nous ne pouvons plus supporter sans le dénoncer que les pauvres de la terre subissent le poids des destructions dans la nature. Nous ne pouvons pas affirmer que nous sommes en paix alors que ce que nous vivons c'est l'absence de guerre généralisée. Nous ne pouvons pas affirmer que nous vivons en sécurité quand chaque jour la survie des pauvres est en jeu, que des espèces et des écosystèmes disparaissent ou se dégradent à un rythme sans précédent.

Nous ne pouvons nous contenter d'imaginer un monde riche en diversité et confiant dans ses engagements à l'égard de l'équité: encore faut-il le construire. Nous construirons ce monde ensemble, gouvernements, agences internationales, acteurs économiques, scientifiques, éducateurs et média ainsi qu'organisations de la société civile en tant que membres de l'Union.

Nous le bâtissons comme décideurs, experts ou scientifiques – comme enfants, parents et collègues. Nous bâtissons ce monde de nos propres mains, là où nous vivons, là où nous travaillons. L'esprit qui nous anime infléchira les politiques locales, nationales, régionales et mondiales. Nous l'illustrerons dans notre façon de vivre nos vies.

Les générations à venir jugeront sans indulgence notre timidité à combattre les changements climatiques, à protéger les océans, à enrayer la pollution et à endiguer le gigantisme des villes. Ils nous jugeront à l'aune du monde que nous leur léguerons et à celle des connaissances, des outils et des pratiques que nous leur aurons transmis. Nous sommes des gardiens d'une multiplicité de connaissances et de systèmes traditionnels et modernes qui sont nécessaires au maintien de la vie.

A Fontainebleau nous lançons un défi d'abord à nous-mêmes mais aussi à d'autres. Il faut dépasser la seule prise de conscience. Il faut qu'au rythme de Rio succède un rythme d'action, celui qu'exige le siècle qui s'amorce.

Nous demandons aux gouvernements et aux organisations intergouvernementales d'aller au delà du court terme. La nouvelle politique de sécurité internationale devra reconnaître le rôle central de la conservation et de

l'usage durable des ressources naturelles pour assurer le bien-être économique des populations. C'est ainsi que la nature retrouvera son pouvoir d'apaisement de la souffrance humaine. Pour prévenir les menaces à l'environnement et garantir la sécurité il faut que les institutions environnementales jouent pleinement leur rôle, avec cohérence, dans la construction d'un système de gouvernance globale qui fait cruellement défaut.

Notre défi c'est aussi de convaincre les décideurs politiques et économiques d'agir avec prudence et précaution. Les instruments des politiques économiques et commerciales doivent être réformés là où ils portent atteinte à la justice et à l'équité.

Nous demandons aux acteurs économiques d'assumer leurs responsabilités à l'égard du bien-être des communautés, de la paix et de la stabilité des régions d'où ils tirent des profits. Nous leur demandons d'agir avec honnêteté et transparence et d'engager des réformes économiques là où l'équité et la durabilité sont battues en brèche.

Nous demandons à la communauté scientifique de porter ses connaissances, sa sagesse et ses visions auprès des décideurs politiques, des acteurs économiques, et du monde de l'éducation et des média afin d'enrichir les débats et de les rendre démocratiques.

Notre défi est aussi de favoriser l'émergence d'une ère où l'information éduque, sensibilise, explique et communique à de vastes publics notre relation avec la nature afin que la conservation et l'utilisation durable des ressources naturelles devienne chez nous une seconde nature.

Nous demandons aux éducateurs de nos jeunes et aux praticiens des média de porter les messages des défis de la conservation à tous et de présenter la nature comme une force qui nous unit dans toute notre diversité au moment où nous nous engageons dans des actions décisives.

Notre défi est aussi de mettre au centre des décisions politiques et économiques la recherche de l'équité, le caractère universel des droits humains ainsi que les connaissances et la sagesse des peuples.

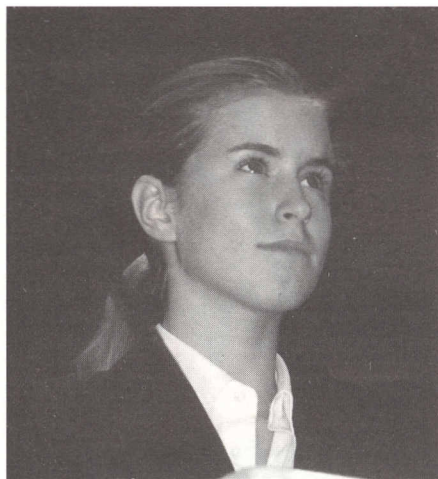
Nous demandons aux organisations de la société civile de mobiliser leurs membres pour exiger, en faveur de la conservation de la nature, des changements, l'imputabilité des acteurs et de prêcher par l'exemple ainsi que de protéger le droit des gens à la terre, aux territoires et aux ressources.

Nous encourageons la jeunesse à faire usage des richesses naturelles d'une façon qui soit durable et équitable. Nous souhaitons que nos premiers efforts soient relayés par de nouveaux talents afin que la nature soit mieux conservée, que les droits soient mieux protégés et que la qualité de vie soit accessible pour tous.

Finalement, de tous les coins du monde, nous nous engageons à communiquer et transmettre tout ce que nous savons de la vitalité et des valeurs de la nature et de notre relation avec celle-ci. Nous utiliserons les sciences de la nature et de sa gestion pour façonner les outils qui serviront à d'autres, tout comme à nous, pour que prenne forme le monde que nous avons imaginé.

Enfin, nous relèverons ces défis dans un esprit d'espérance, de vigilance et d'énergie. Réunis à Fontainebleau, nous nous devons d'exprimer combien nous devons à la nature.

Le 5 novembre 1998



Verena Butt lit le plaidoyer des jeunes à la séance de clôture du symposium.

UICN/Nikki Meith

Plaidoyer pour l'action

Lors de la séance de clôture, six étudiants de l'École internationale de Genève ont lancé un appel impromptu et passionné :

Les étudiants qui publient *Earth Focus*, un magazine distribué dans toutes les écoles internationales du monde, ont demandé à l'UICN de mettre sur pied un secrétariat pour les jeunes.

« Ne serait-il pas temps de prendre plus fermement position pour l'environnement ? Le problème n'est pas que l'on manque d'informations, c'est que ces informations n'arrivent pas à toucher la jeune génération, à l'émouvoir au sort de notre planète Terre. »

Appel des jeunes

Pour commencer, nous vous souhaitons un « Joyeux anniversaire ».

Nous sommes des reporters de *Earth Focus*, un magazine pour les jeunes publié par l'École internationale de Genève et la Fondation Bellerive dont le prince Sadruddin Aga Khan est le Président.

Nous nous sentons privilégiés d'avoir pu écouter des experts aussi distingués qui nous ont donné un rare aperçu de l'état de la planète.

Comme l'ont dit Sa Majesté la reine Noor de Jordanie et la Présidente de l'UICN, Mme Yolanda Kakabadse, la jeunesse d'aujourd'hui porte le flambeau de l'avenir. Mais à vrai dire, nous ne savons tout simplement pas comment nous y prendre. En l'absence de communication étroite entre les adultes et les jeunes, le fossé de l'information se creuse. Nous faisons tous partie du problème et nous devrions tous faire partie de la solution. Nous devons nous donner la main pour résoudre le problème, ensemble, en conjuguant notre courage, notre enthousiasme et notre idéalisme naïf à votre expérience et à votre savoir. N'est-ce pas une puissante formule d'action ? L'UICN pourrait-elle envisager la création d'un secrétariat pour les jeunes auquel les jeunes participeraient réellement ? »

Pour que la sensibilisation soit vraiment mondiale, il faut que l'information « descende dans la rue », dans la publicité, dans les magazines, dans les manifestations publiques. Combien de résidents de Fontainebleau savent ce qui se passe ici aujourd'hui ?

Mais avant tout, pour que l'information passe, il faut que l'éducation à l'environnement fasse son

entrée dans les programmes pédagogiques et dans les secteurs sociaux du monde entier – et pas comme accessoire mais intégrée aux aspects pratiques du quotidien.

L'UICN pourrait-elle organiser des forums pour que les enseignants créent des programmes environnementaux forts et dynamiques dans les écoles du monde entier ?

L'avenir nous donne l'occasion d'apprendre les uns des autres. Le Nord du Sud, l'Ouest de l'Est, le présent du passé. Écoutons les peuples autochtones avant que leur savoir ne disparaisse à jamais.

Désormais, il est vital que nous luttions pour tenir nos promesses et nos engagements. Les nations, fois après fois, ont signé déclarations et conventions, sur les changements climatiques, par exemple et les ont bafouées. Ne serait-il pas temps de prendre plus fermement position pour l'environnement ? Parallèlement à la Déclaration des droits de l'homme, nous pourrions reprendre l'idée de « Charte de la terre » et même créer un Conseil de sécurité de l'environnement pour renforcer les lois internationales sur l'environnement.

En conclusion, le problème ce n'est pas que l'on manque d'informations, c'est que ces informations n'arrivent pas à toucher la jeune génération et à l'émouvoir au sort de notre planète Terre. Nous proposons à l'UICN d'explorer des moyens de changer l'image de l'environnement pour les jeunes et d'encourager tout le monde à partager cette passion qui visiblement est la vôtre.

La dernière question que nous nous posons cependant, est la suivante : « avons-nous assez de temps pour enseigner le respect de l'environnement à la prochaine génération ? ». D'ici là, un quart des espèces pourrait avoir disparu et la demande de ressources aura pratiquement doublé.

Nous vous demandons de nous guider et d'agir.

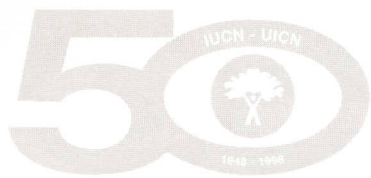
Sophie Vergnaud, Verena Butt,
Dorothea Hertz, Alf Secan,
Joel Chenau, John Roland



L'organisateur du colloque, Jeffrey A. McNeelly félicite la jeune délégation pour son intervention qu'il considère comme un des grands moments de cet anniversaire. George Rabb

Nous ne devons jamais oublier que nous travaillons pour ceux qui viendront après nous, pour ceux qui auront bientôt dans leurs mains le sort de notre planète. L'UICN se doit d'obtenir l'engagement de la jeunesse du monde.

- Yolanda Kakabadse, Présidente de l'UICN



Le troisième et dernier après-midi, les participants ont visité la forêt de Fontainebleau où une plaque commémorative a été dévoilée.

UICN/Nikki Meith

À droite : la plaque porte les noms des États membres de l'UICN.

UICN/Nikki Meith

Présidant la cérémonie de dévoilement de la plaque : (de gauche à droite) Yolanda Kakabadse, Présidente de l'UICN, Jean Glavany, ministre français de l'Agriculture et de la Pêche, et Pierre Marc Johnson, Coprésident du Comité directeur international du 50°, entre autres dignitaires. UICN/Nikki Meith



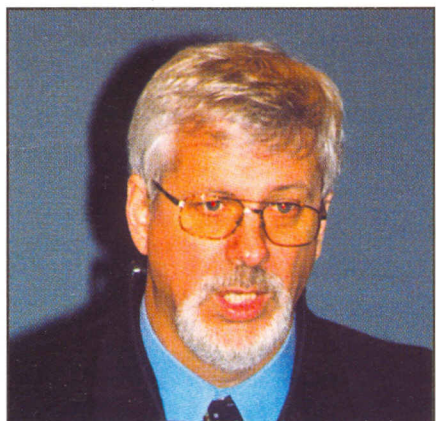


Bettina Faure-Laville, Conseillère de l'UICN, coprésidait le Comité directeur du 50^e anniversaire. Didier de la Finance

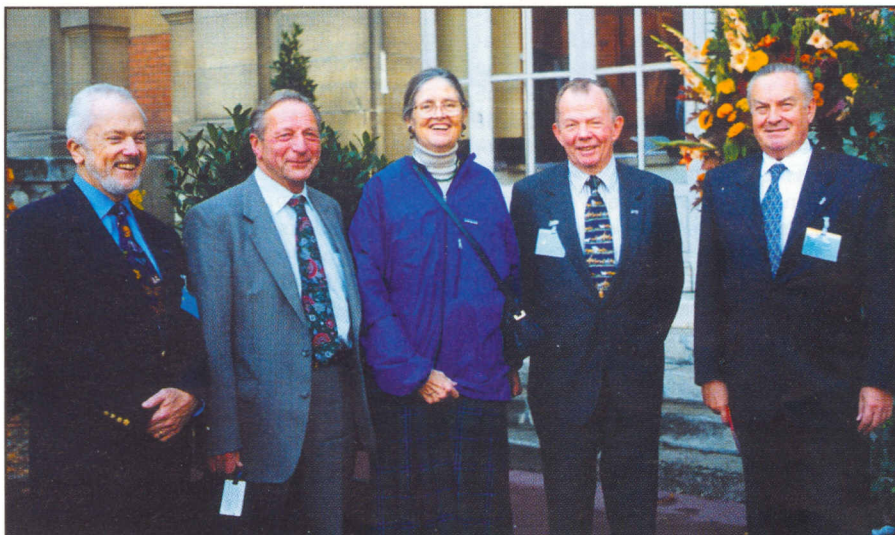
Un nouveau départ

C'est à Fontainebleau que l'UICN a choisi de prendre son nouveau départ... Gardez ce mélange de hardiesse militante et de raison scientifique qui ont présidé à votre naissance; c'est grâce à cette alliance – à cet alliage – que les gouvernements vous ont rejoint. C'est cette alliance que la France, pays d'engagement et de raison, apprécie dans l'UICN. En même temps que le vôtre, nous célébrons le 50^e anniversaire de la Déclaration des Droits de l'homme. L'UICN a apporté sa part à cet anniversaire : l'affirmation du droit à la sécurité environnementale ; je vous aiderai à le promouvoir et à la garantir.

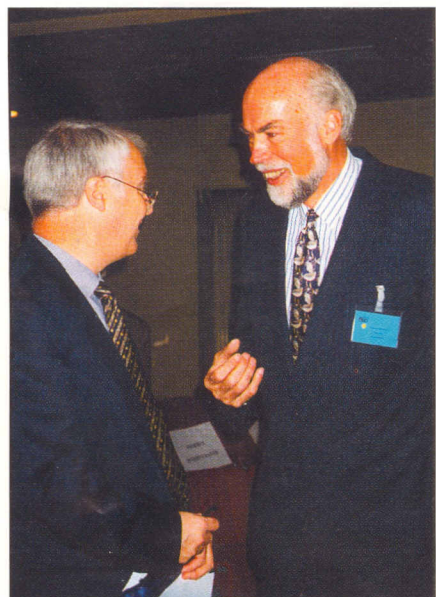
- Lionel Jospin, Premier ministre, cérémonie de clôture, 5 novembre



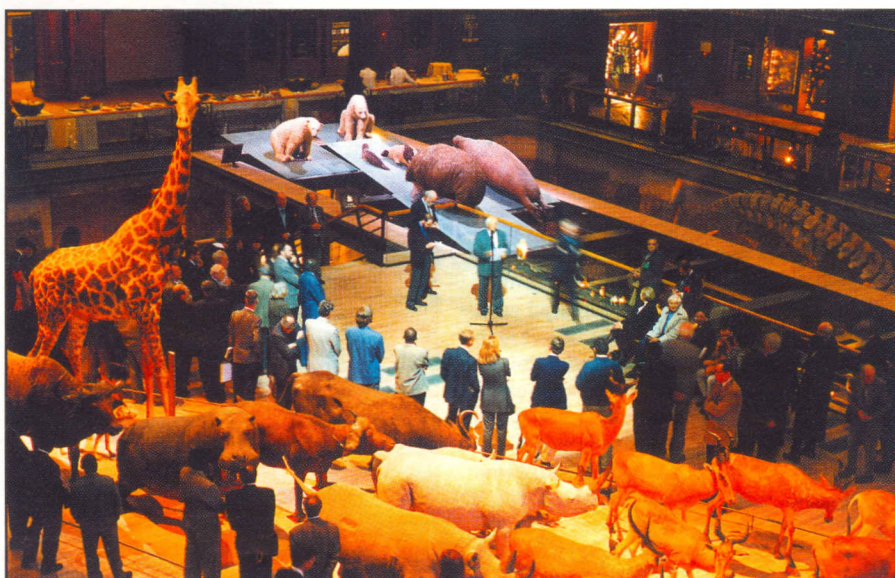
Pierre Marc Johnson, Conseiller de l'UICN pour l'Amérique du Nord et coprésident du Comité directeur du 50^e anniversaire, présidait la cérémonie d'ouverture. Didier de la Finance



Après la plénière de clôture, Martha Coolidge, épouse de l'ancien Président de l'UICN, Hal Coolidge (1966-1972), a rejoint quelques-uns des anciens directeurs généraux et directeurs par intérim de l'UICN. De gauche à droite : Kenton Miller, Duncan Poore, 'Muffie' Coolidge, Lee Talbot et Pierre Goeldin. UICN/Nikki Meith



Patrick Blandin, Président du Comité national français pour l'UICN, converse avec David McDowell après la cérémonie de clôture. UICN/Nikki Meith



Dans la soirée, les participants ont regagné Paris pour une réception dans la Grande Galerie de l'Évolution du Muséum National d'Histoire Naturelle. UICN/Nikki Meith